1601 Connecticut Ave NW, Suite 200
Washington, DC 20009-1035 USA
(+1) 202 265 4300 (+1) 202 232 6718 fax
search@sfcg.org www.sfcg.org

Search for Common Ground

Rue Belliard 205 bte 13
B-1040 Brussels, Belgium
(+32) 2 736 7262 (+32) 2 732 3033 fax
brussels@sfcg.be www.sfcg.org

Search for Common Ground - Burundi

POINTS CLÉS

CARTOGRAPHIE DES MEDIAS, SEPTEMBRE 2008

Search for Common Ground (SFCG) est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) internationale implantée dans 17 pays qui a pour mission de transformer la manière de gérer les conflits, et passer de la confrontation vers la coopération. Peu après le génocide de 1994 au Rwanda, SFCG a lancé ses activités au Burundi en 1995 avec une dévotion particulière portée sur les objectifs suivants:

- Encourager la participation civique des hommes et des femmes, jeunes ou vieux dans le cadre de la gouvernance démocratique.
- Faciliter la re-intégration et l'inclusion de groupes marginalises, tel que les combattants démobilisés, les réfugiés, les personnes déplacées, les victimes de guerre, les ex-prisonniers, et les membres de l'ethnie Batwa.
- Favoriser le développement d'une liberté d'expression responsable et informée dans tout les secteurs de la société Burundaise.
- Diminuer les violences liées aux conflits territoriaux se rattachant aux crises de 1972 et 1993.
- Promouvoir l'adhésion des Burundais au processus de justice transitionnelle.

La Coordinatrice de l'animation communautaire à SFCG présie une séance d'une formation au sujet de la resolution de conflits qui avait lieu à Kamenge (Bujumbura) en mars 2008.

Pour ce projet spécifique, SFCG a mené une étude cartographique des médias avec l'aide du gouvernement Finlandais visant à améliorer l'échange d'information entre la société civile, le gouvernement et les médias.

CADRE D'EVALUATION

L'objectif principale de cette étude est d'informer SFCG, le gouvernement, les institutions médiatiques, et la société civile sur la manière don't l'information sur les priorités politiques de l'État circule actuellement et comment améliorer ce processus à l'avenir. Les objectifs spécifiques de ce projet sont les suivants:

- Identifier et analyser comment le gouvernement et les institutions médiatiques informent le public, comment ils sélectionnent les informations à livrer et comment ils ciblent leurs audiences ;
- Identifier et analyser comment le public accède à l'information et juge sa crédibilité.

PLAN ET METHODOLOGIE

Dans un premier temps la recherche c'est centré sur la nature et la qualité des différents canaux de communication entre le gouvernement et la société civile, le gouvernement et les fonctionnaires, ainsi que entre le gouvernement et les médias. Puis, la question a été de savoir qui avait accès à cette information et par quels moyens. Pour compléter cela, le degré de compréhension de l'information par la population ainsi que sa fiabilité réelle ou perçue ont également fait l'objet d'investigations.

Bien qu'une analyse de la littérature spécialisée permis de dégager le contexte, ce sont principalement des entrevues et des collectes de données auprès d'acteurs gouvernementaux, du secteur des médias, de la société civile, et de la population même qui forment le corps de cette recherche.

Le rapport narratif finale fut rédigé par un consultant externe, Innocent Nsabimana.

CONTEXTE

Dans le Burundi post conflit, la qualité et la manière dont la communication se fait entre le gouvernement, la société civile et les médias sur les priorités du gouvernement constitue un des facteurs clefs dans le processus de normalisation politique et de reconstruction nationale.

Depuis 1992, le Burundi a vu une forte augmentation du nombre de médias privés que ce soit pour la presse télévisée, écrite ou radio. En rupture avec le monopole publique qui prévalaient auparavant, cette prolifération ne garantie cependant ni une meilleure qualité ni une meilleure couverture que ce soit géographique (en dehors de la capitale) ou thématique (sur des sujets pertinents pour la population).

Des gens prennent part à une commission mensuelle en direct de la justice de transition à Bujumbura en mars 2008

Si théoriquement le pluralisme radiophonique est reconnu, dans la pratique, il est limité non seulement par la situation économique délétère, mais surtout par la forte taxation des intrants et les redevances élevées imposée aux médias privés.

Un vrai pluralisme radiophonique peut être le gage d'un vrai développement socio-économique du pays dont la moitié de la population est analphabète. Grâce à sa capacité de démultiplier l'information, la radio est le moyen de communication de masse par excellence au Burundi.

Cette étude à mis un accent particulier sur la mise en oeuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), sur les Mécanismes de Justice Transitionnelle, sur les mesures de gratuité des soins de santé en faveur des enfants de moins de 5 ans et des femmes qui accouchent ainsi que les relations existant entre les médias et le gouvernement.

POINTS CLES

L'étude montre que la communication sur les priorités du gouvernement se fait à travers des canaux diversifiés dont les plus dominants sont les médias en général et la radio en particulier.

Elle révèle que également les informations reçues par la population en matière des priorités du gouvernement sont insuffisantes et ne sont pas toujours fiables et doivent être soumises à vérification.

L'étude souligne le manque de connaissances parmi la population et le peu d'informations qui transparaissent dans les médias sur des questions clés tel que le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et les Mécanismes de Justice Transitionnelle.

De plus l'étude fait constater que des responsables étatiques ne savent presque rien de la mise en oeuvre du CSLP et de l'évolution des mécanismes de justice transitionnelle. Cela pousse à constater que le gouvernement ne dispose pas de stratégie de communication.

> Une personnalité de la société civile a indiqué que « *dans l'ensemble, les priorités du gouvernement ne sont pas portées à la connaissance du public sauf quand le Président sort pour dire « je ferai ceci et cela ». Les priorités ne sont pas connues. Et même les gouvernements actuels et passés n'ont porté à la connaissance du public ni le programme du gouvernement, ni celui du parti au pouvoir.* »

La population s'estime informer sur certains points ayant attrait a la gratuite des soins pour les enfants et les femmes qui accouchent, mais dans l'ensemble se trouve laisser pour compte quand à l'orientation des politiques de son gouvernement.

Cette carence de communication prive la population d'une participation active dans l'élaboration des politiques et dresse des barrières encombrant le flot d'information pour les médias.

La relation entre les pouvoirs publics et les médias se rapporte plus à une competition contra productive plutôt qu'a une collaboration.

Afin de pallier à la carence d'informations sur nombre de politiques publiques et d'améliorer le flot d'informations entre le gouvernement, les médias et la population cette étude a formulé les recommandations suivantes:

- Pour le gouvernement, établir une politique de communication en accord avec la Constitution qui garantisse la liberté et le bon fonctionnement de la presse.

- Pour les médias, renforcer leur professionnalisme a l'interne et leur portée à l'externe pour atteindre la population indépendamment de la zone géographique.

- Pour la population, développer un sens critique vis-à-vis des médias et ne pas prendre pour acquis l'information transmise par la presse et la radio, de manière à éviter le piège « Iradiyo yabivuze / la radio l'a dit ».

CONCLUSION

Au terme de l'étude, le constat est que la communication sur les priorités du gouvernement se fait, mais de façon insuffisante. Des sujets concernant le factuel ou l'événementiel sont les plus communiqués, alors que des thématiques comme le CSLP et les mécanismes des Justice transitionnelle ne sont pas assez vulgarisées.

> Une personne de la société civile a précisé :
> *« La seule chose sur laquelle on devrait réfléchir est que dans les moments de crise, il faut apprendre comment il faut donner l'information. C'est le cas des crises entre les pouvoirs publics et les médias, où l'information était plus focalisée sur les mauvaises choses comme si rien de positif n'existait. Il ne faudrait pas répercuter dans son travail les problèmes de relation qu'on peut avoir avec le pouvoir, surtout quand on est avec notre population «yahahamutse / traumatisée ».*

Cette carence est attribuable au fait que les détenteurs d'informations, gouvernement, se trouvent soit dans l'incapacité de communiquer avec les médias, soit ne maîtrisent pas pleinement le sujet. Ceci constitue un obstacle de taille pour les médias qui se heurtent également à une absence de fond récurrente. Bien que des reformes améliorant la liberté de la presse aient été passé en 2007, elles restent encore a être mise en oeuvre.

Pour remédier aux problèmes exposés au long de ce rapport et favoriser la participation active de la population au développement politique du pays, une meilleure collaboration avec les médias et l'implantation des radios communautaires ainsi que la multiplication des journaux locaux serait un des atouts majeurs dans la décentralisation de la communication.

Ce document est un résumé d'une Cartographie des Médias effectuée au Burundi de Mars à Juillet 2008. Pour obtenir un exemplaire de ce rapport veuillez vous adresser à Roy Schlieben rschlieben@sfcg.org.

SFCG remercie le partenaire suivant:

FORMIN.FINLAND.FI
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS OF FINLAND